

## **La synthèse des revendications Conf' dans le cadre du mouvement des agris en colère**

Le gouvernement va sûrement concentrer ses annonces sur des mesures symboliques et des détricotages de normes environnementales. Or, la préoccupation première et majoritaire des agriculteurs et agricultrices sur le terrain est bien de vivre dignement de leur métier, pas de demander à pouvoir utiliser plus de pesticides, à détruire des haies ni à être compétitif avec des élevages ukrainiens d'un million de poulets.

Nous ne voulons pas non plus d'une réponse via la production d'énergies et leur rente associée : nous voulons être rémunérés pour le cœur de notre métier de producteur d'alimentation.

La Confédération paysanne souhaite centrer ses revendications sur les causes de la crise profonde du malaise agricole : la rémunération du travail paysan. Il s'agit de trouver des solutions concrètes pour tous les paysans et paysannes, et non accentuer les inégalités au sein du monde agricole.

C'est pourquoi nous revendiquons :

- La suspension immédiate de toutes les négociations d'accord de libre-échange, dont celui avec le Mercosur
- La rupture avec le dogme du libre-échange en mettant en place des outils de protection économique et sociale des agriculteurs et agricultrices. Réinstaurons une régulation des marchés agricoles pour stabiliser et sécuriser nos prix agricoles !
- L'instauration de prix planchers au niveau de notre prix de revient pour tous nos produits agricoles, via une loi contraignante et efficace pour le revenu paysan
- L'instauration de prix minimum d'entrée sur le territoire national, fixés au niveau de nos prix de revient, pour nous protéger des importations déloyales tant sur le plan social qu'environnemental.
- Une hausse massive de l'accompagnement des agriculteurs dans la transition agroécologique (cf. rapport sorti aujourd'hui du Haut Conseil pour le Climat). Le principal frein à la transition agroécologique est l'insuffisante ambition des politiques publiques, pas la volonté des agriculteurs et agricultrices de répondre à la nécessaire transition agroécologique. Le succès des mesures agroenvironnementales (MAEC) parmi le monde agricole le prouve, c'est d'ailleurs le budget prévu par l'Etat qui n'était pas à la hauteur.
- Une ouverture des mesures agroenvironnementales système (MAEC Système) sur l'ensemble du territoire, accessible à toutes et tous.
- Une PAC dont le soutien du revenu doit être beaucoup plus égalitaire, en soutenant les actifs sur les fermes. A commencer par la revalorisation de la surprime des premiers hectares dès la campagne 2024.

- Un plan de soutien à l'élevage paysan et herbager et une mesures de reconnaissance forte de notre travail paysan par l'interdiction de la viande in vitro en France.
- L'augmentation du crédit d'impôt remplacement/congé pour les paysan.nes avec une prise en charge à 100% pour reconnaître notre rôle nourricier.
- Une reconnaissance du mode de production en agriculture biologique via notamment la hausse de l'écorégime bio à 145€ par hectare, la réouverture de l'aide au maintien à l'AB partout sur le territoire et le respect par l'Etat et les collectivités publiques du ratio de 20% de bio dans la restauration collective.
- L'arrêt immédiat de l'artificialisation des terres agricoles, cause d'aggravation du dérèglement climatique, d'affaiblissement de la souveraineté alimentaire et la mise en péril concrète de fermes concernées. Nous pouvons citer le projet d'autoroute Castres-Toulouse (A69)
- L'instauration d'un fonds de mutualisation des risques climatiques à la place du système assurantiel privé déployé par le gouvernement qui ne répond pas aux besoins des paysan.nes. Citons par exemple les maraîchers qui n'ont aucune couverture et qui ont été particulièrement touchés par les intempéries Ciaran et Domingo.
- Des mesures de simplification administrative qui n'affaiblissent pas les normes protectrices pour la santé, l'environnement et nos droits sociaux. Exemples : certificat pour les chiens de protection alors que besoin d'un statut juridique pour les chiens de protection pour sécuriser notre activité.
- Une adaptation des normes sanitaires à la réalité de nos fermes : salmonelles, biosécurité pour l'élevage plein-air, tuberculose bovine...
- Une harmonisation vers le haut des normes au niveau européen, avec des objectifs ambitieux sur le plan de la protection sociale, de la santé et des écosystèmes
- Une hausse des moyens d'accompagnement des paysan.nes dans les démarches administratives. Les services publics sont en effet sous-dotés et en recul dans nos territoires, source d'inégalités d'accès à l'information et à l'accompagnement.
- La mise en place rapide d'une expérimentation de la sécurité sociale de l'alimentation pour lutter contre la précarité alimentaire et rendre effectif l'accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous.
- Des politiques publiques rendant effectif le droit au logement pour toutes et tous en luttant notamment contre la spéculation immobilière, le mal-logement et en construisant des logements sociaux de qualité. En effet, le budget « logement » des ménages a fortement augmenté ces dernières décennies pendant que le budget alimentaire était de plus en plus rogné par les orientations libérales dans le secteur agricole.

Nous nous opposons fermement aux demandes de la FNSEA de rejeter tout objectif de baisse des pesticides, de demander une régression du droit de l'environnement, de revendiquer une accélération des projets de stockage de l'eau, en éludant toutes les

questions du partage de l'eau dans le monde agricole, d'instrumentaliser une soi-disant obligation de jachères pour s'exonérer des nécessaires infrastructures agroécologiques sur nos fermes (haies, mares, prairies extensives...), de revendiquer des mesures favorables à l'industrialisation et l'agrandissement des exploitations d'élevage pour justifier de se battre sur des marchés mondialisés, de rejeter l'indépendance scientifique de l'ANSES et de poursuivre une ambition d'augmentation de la production coûte que coûte, au détriment de l'emploi paysan, de l'environnement et de l'intérêt général.

Nous refusons également toute solution identitaire et de repli sur soi consistant à dire « Foutez-nous la paix, laissez-nous travailler en paix », comme le porte la Coordination Rurale.

Nous souhaitons être rassembleurs sur des solutions d'avenir qui permettent à tous les paysans et paysannes de vivre dignement de leur métier et d'être reconnus pleinement par la société pour leur rôle de producteur d'alimentation de qualité et d'acteurs de territoires vivants et accueillants.

Pas de pays sans paysannes et paysans nombreux et rémunérés !